



Communication & Influence

N°160 - Novembre 2024

Quand la réflexion accompagne l'action

ONG, derrière l'industrie de la bonne conscience, de formidables leviers d'influence des Etats : Le décryptage de Guy-Alexandre Le Roux

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

"Acteurs incontournables des relations mondiales, les ONG jouissent d'une image positive. En intervenant sur l'ensemble des continents, en touchant de nombreux domaines économiques, les ONG ont imposé l'image d'une organisation qui œuvre au bien commun. La réalité est un peu plus complexe." Ainsi s'ouvre le dossier que la revue de géopolitique Conflits, dans son n°54 de novembre-décembre 2024, consacre aux ONG, bras armés des Etats. Jeune doctorant en Sorbonne, adjoint au rédacteur en chef de Conflits, Guy-Alexandre Le Roux ouvre cette enquête par un article au titre édifiant, "ONG : la fabrique de la morale internationale". Car derrière les postures prétendument généreuses, la plupart des ONG sont en réalité "orientées par les Etats dont elles dépendent. Leur morale mêle des principes apparemment nobles à des intérêts géopolitiques strictement pragmatiques."



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Guy-Alexandre Le Roux montre comment, derrière les images d'Épinal, la dérive des ONG se révèle en fait être "dangereuse pour les démocraties. L'enrobage de la politique dans une morale aussi intéressée ne peut conduire qu'au monopole du discours, au cynisme et à l'aveuglement. En somme, à tous les vices d'une tyrannie."

Le dernier n° de la revue de géopolitique Conflits vient de publier un dossier consacré au thème : les ONG, bras armés des États. Est-ce à dire qu'elles sont un exemple-type de vecteurs d'influence (et d'action) géopolitique d'une redoutable efficacité ?

Les ONG sont sans aucun doute l'un des plus puissants vecteurs d'influence géopolitique. Mais, cela n'a pas toujours été le cas. Les premières associations "humanitaires" - comme la Croix-Rouge - ou "environnementales" - comme la Société pour la protection des paysages de France (1901) - sont nées d'une vocation purement généreuse ou esthétique. Sur la

question environnementale par exemple, l'attrait pour les paysages a été développé par la peinture qui a fait de la campagne un patrimoine culturel. Le développement des villes et l'industrialisation de l'agriculture ont poussé des artistes à défendre l'intégrité de ce patrimoine. Mais, déjà à cette époque, ces associations ont noué des liens étroits avec le monde politique.

La politisation *stricto sensu* est venue après. À partir des années 1960, la fin des perspectives révolutionnaires a poussé les marxistes à se recycler dans un universalisme pétri de gauche américaine. Une nouvelle génération au profil très



idéologique a inondé les associations et initié nombre d'ONG. Amnesty International (1961) est ainsi fondée par un avocat militant, Médecins sans Frontières (1971), par Bernard Kouchner, médecin et écrivain au journal communiste *Clarté*, Greenpeace (1971), par un couple de militants écologistes. Les organisations sont devenues des machines très puissantes en infiltrant les cabinets ministériels. Les ONG ont ainsi pris un tournant radical en servant des projets idéologiques, donc politiques.

Bien qu'elles développent des discours contestataires sur la forme, leur proximité avec les milieux politiques et surtout les subventions qu'elles reçoivent les rendent dépendantes des machines étatiques. Les ONG sont ainsi devenues de formidables outils de puissance pour les intérêts géopolitiques des États. L'exemple de l'Amazonie est un cas d'école. Là, depuis le début du XX^e siècle, les fondations américaines s'acharnent à rendre la région la plus internationalisée possible, sous couvert de principes écologiques. L'objectif est pourtant simple : se réserver les vastes ressources qui s'y trouvent et entretenir l'influence des États-Unis. Les grandes ONG (fondation Ford, Open Society, WWF, fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates) y opèrent ce que François Souldard appelle très justement le "*blanchiment civil*".

Derrière la façade humanitaire de structures œuvrant prétendument au bien commun, qu'y a-t-il en réalité ?

Bien que développant des discours contestataires sur la forme, la proximité des ONG avec les milieux politiques et surtout les subventions qu'elles reçoivent les rendent dépendantes des machines étatiques. Les ONG sont ainsi devenues de formidables outils de puissance pour les intérêts géopolitiques des États.

Si l'on est pragmatique, il faut dire qu'il y a d'abord des intérêts financiers. Sylvie Brunel, l'une des meilleures géographes françaises et ancienne présidente de Médecins sans frontières, l'explique très bien dans nos colonnes. Appartenant à la nouvelle génération de la gauche révoltée qu'on a évoquée, elle s'est engagée dans MSF en 1984 par idéal. Mais, elle s'est aperçue que des intérêts bien moins nobles motivaient les directions. Avec la présidence, elle a découvert les tractations de couloir, le mépris pour les volontaires sur le terrain, et surtout, que ces organisations étaient devenues des machines à cash. L'apitoiement cynique pour entretenir les campagnes de dons et la course

aux subventions ont fait des ONG non des organisations à but non lucratif, mais des "*organisations lucratives sans but*". Le plus triste est que les volontaires sur le terrain pensent sincèrement œuvrer pour le bien sans comprendre qu'ils entretiennent un système cynique.

En réalité, l'action des ONG dessert rarement l'intérêt des bénéficiaires, soit parce que le coup est manqué, soit parce qu'elle entretient un climat de mendicité qui étend la pauvreté. Exemple concret, le génocide au Rwanda (1994). L'horreur des massacres a bouleversé le monde occidental qui a envoyé massivement des fonds et des volontaires. À Goma, d'immenses camps de réfugiés ont recueilli des milliers de personnes. Les images étaient belles. Les ONG fanfaronnaient. Mais... on s'est rendu compte que les bénéficiaires du gîte et couvert ont été les bandes Hutus - responsables du génocide - qui fuyaient l'intervention des Tutsis. L'aide humanitaire ne répond jamais au problème de fond qui est le manque de développement ou l'action d'un dicta-

teur. Souvent même, elle l'aggrave. Le climat de mendicité freine le développement et alimente la pauvreté. Quel pays africain peut revendiquer s'être développé grâce à l'action des humanitaires ? Ce triste constat fait dire à l'économiste Dambisa Moyo dans son livre *L'Aide fatale* que "*plus l'aide étend son champ, plus corrosive est son action, plus grande est la culture de dépendance de l'aide*".

Votre contribution à ce dossier a pour titre, "ONG : la fabrique de la morale internationale". Est-ce à dire que la "fabrique des normes qui formatent les pensées via les perceptions" est en elle-même un levier de pouvoir ?

Le terme "fabrique des normes" est intéressant parce que l'action des ONG est portée sur le droit depuis le début. Les premières associations environnementales entretenaient habilement leurs réseaux de parlementaires. Le climat juridique du XX^e siècle leur a ensuite été très profitable. Les interprétations du juriste Hans Kelsen (1881-1973) lui ont fait dire que le droit et la politique devaient être différenciés, avec pour conséquence pratique de dépolitiser le droit. Puisque les grands principes juridiques ne devaient plus être issus du débat politique, et qu'il fallait bien une source, le débat a été remplacé par les règles morales, ce que Kelsen souhaitait précisément éviter. La dépolitisation du droit en même temps que la déchristianisation a laissé la production juridique aux fabricants d'une nouvelle morale universelle. Parmi eux, les ONG. Les "études" publiées par ces organisations fonctionnent comme des sermons, les actions, comme des campagnes d'évangélisation. La présence du religieux est d'ailleurs très forte dans les courants idéologiques qui influencent ces organisations, notamment dans certains mouvements écologistes avec la résurgence de Gaïa, déesse tellurique.

Les sentences morales influencent de cette manière les textes de lois, et gare à ceux qui oseraient attaquer politiquement. Ils sont tout de suite ciblés par une enquête et déclarés hérétiques. Les ONG utilisent puissamment la faille. Et il ne faut pas oublier que la plupart d'entre elles sont orientées par les États dont elles dépendent. Leur morale mêle des principes apparemment nobles à des intérêts géopolitiques strictement pragmatiques.

Le nucléaire français a été saboté de cette manière. Dès 1980, l'Allemagne a voulu réaliser l'"Energiewende" (transition écologique). Elle a fermé ses réacteurs nucléaires et abandonné ses énergies fossiles pour les remplacer par du renouvelable. L'échec cuisant des ENR a plongé l'industrie allemande dans une crise noire, mais à côté, la France produisait une énergie 2,5 fois moins chère grâce à son parc nucléaire. Inadmissible pour Berlin. La flotte d'ONG que l'Allemagne finance via la fondation Réseau Action Climat (qui regroupe 27 ONG comme Greenpeace France, WWF ou Sortir du Nucléaire) a mené une terrible campagne orientée contre le nucléaire, quitte à désinformer : énergie polluante, déchets dangereux, mise en danger des gens, etc. Le discours moral et culpabilisateur a très efficacement appuyé l'action de l'Allemagne auprès de l'UE avec des conséquences normatives. Même la France, dans son propre droit, a plié. La loi NOME en 2010 et le dispositif ARENH qui en découle a contraint EDF à vendre chaque année un quart de sa production nucléaire à prix coûtant. EDF a été ruinée. La dérive est évidemment très dangereuse pour les démocraties. L'enrobage de la politique dans une morale aussi intéressée ne peut conduire qu'au monopole du discours, au cynisme et à l'aveuglement. En somme, à tous les vices d'une tyrannie. ■

EXTRAITS

L'ONG comme cheval de Troie de l'ingérence des Etats

"Protectrices supposées du bien commun jouant à l'envi sur les émotions, les ONG vendent, implémentent et normalisent les narratifs d'agendas particuliers. Cachées en pleine lumière, elles constituent l'outil politique idéal de subversion et de guerre informationnelle pour les puissances qui savent en faire usage." *Ainsi s'ouvre la contribution de Thibault Kerlirzin, consultant en stratégie d'intelligence économique, au dossier "ONG bras armés des Etats" de Conflits (op.cit.). Pour rappel, l'auteur était déjà intervenu dans le n°131 (mars 2022) de Communication & Influence sur le thème "Le narratif irénique des ONG, redoutable moteur d'influence". [Les extraits des p.3, 4 et 5 sont reproduits ici avec l'aimable autorisation de la revue Conflits. Pour s'abonner : <https://boutique.revueconflits.com/abonnement>]*

L'entrisme bruxellois sous couvert de la société civile

"La définition des ONG demeure floue. Le registre de transparence européen intègre dans cette catégorie des acteurs variés : ONG, plateformes (NGO Shipbreaking Platform, PICUM), réseaux (Climate Action Network), coalitions (Deep Sea Conservation Coalition), fondations (Forum économique mondial, Gates Foundation), ou les associations. Si nous ne pouvons affirmer que les ONG servent dans leur globalité de cheval de Troie aux États, force est de constater qu'un certain nombre d'entre elles s'y emploient. La raison, exposée par Christian Harbulot comme par d'autres depuis de nombreuses années, est simple : la société civile constitue le troisième pilier du triptyque politique / économique / sociétal. Le tout valant plus que la somme des parties, une maîtrise de ces trois sphères renforce la capacité d'agir et de servir ses intérêts propres.

La présence de quelque 3.500 ONG dans les couloirs de Bruxelles en témoigne. Elles peuvent y présenter leurs revendications en répondant aux consultations publiques et orchestrer de véritables campagnes d'influence, à l'instar du WWF (campagnes Together4Forests et #ProtectWater), une ONG majeure qui émane des réseaux anglo-américains. Leur expertise, lorsqu'elle est reconnue, leur donne une marge de manœuvre supplémentaire. Tel est le cas de Transparency International (TI), une ONG allemande feuille de vigne de la galaxie Soros et donc des réseaux anglo-américains, à qui la Commission a confié la question du pacte d'intégrité. Cela permet à TI de peser sur la législation européenne en la matière. Dans d'autres cas, aux côtés d'entités diverses et dans des proportions variées, les ONG composent des groupes d'experts et autres entités, fournissant conseils et expertises à la Commission. Nous observons ainsi une OPA des réseaux Soros sur la question des migrants (groupe E03734). Enfin, de nombreuses ONG disposent de membres accrédités pour accéder au Parlement européen et rencontrer des eurodéputés pour mener leur lobbying, permettant à ces proxys étatiques d'accéder aux plus hauts profils.

Sans surprise, le registre de transparence européen compte plusieurs centaines d'ONG avec une domiciliation exclusivement américaine. Avec parfois, d'ailleurs, une influence a priori inexplicable. Global Citizen, née à Melbourne mais désormais basée à New York, en constitue l'exemple le plus intrigant, puisqu'elle est l'ONG qui a obtenu le plus de rendez-vous de lobbying auprès de la présidence de la Commission européenne lors de la première mandature Von der Leyen. Peut-être que les dizaines de millions de dollars accordés depuis des années à Global Citizen par la Gates Foundation fournissent un début d'explication."

Les liens incestueux entre Etats et ONG

"D'ailleurs, la Gates Foundation illustre le concours étatique au travers de Bill Gates, fondateur de Microsoft, entreprise stratégique des Gafam et par conséquent étroitement liée au pouvoir américain. Cette proximité se manifeste dans d'autres activités de Gates. Son entreprise de mini-centrales nucléaires, TerraPower, a ainsi missionné le cabinet Boundary Stone Partners auprès de la Commission européenne pour peser en sa faveur sur les politiques liées à l'énergie nucléaire. Or ce cabinet a été fondé par deux anciens directeurs de cabinet du ministère de l'Énergie de Washington, et se compose d'anciens fonctionnaires de divers ministères. Le statut de Gates et de sa fondation lui permettent de nouer des partenariats privilégiés au niveau européen, avec par exemple la branche Catalyst de son réseau Breakthrough Energy. Objectif : aider à porter sur le marché des technologies de décarbonation. En d'autres termes, renforcer l'implémentation de l'agenda vert dont les États-Unis sont le principal acteur et héraut depuis les années 1970. Ce statut privilégié de la Gates Foundation lui a en outre permis, sans disposer de bureau à Bruxelles, de figurer en tête des meetings avec les fonctionnaires de la Commission européenne sur les questions de budget, de développement aussi bien que sur le sujet de recherche, science et innovation.

L'adresse des bureaux de plusieurs ONG dissipe elle aussi les doutes qui pourraient persister sur leur collusion avec le pouvoir politique. Les fondations Gates et Open Society (George Soros) disposent d'une antenne à deux pas de la Maison-Blanche. Comparable à Global Citizen, l'ONG ONE (lutte contre l'extrême pauvreté et les maladies évitables) est également très proche. Présente à Bruxelles, ONE constitue l'exemple archétypal pour notre propos. Par les profils de ses trois fondateurs, d'abord. Bono, chanteur de U2, est un proche de George Soros, qu'il qualifie de "géant". Jamie Drummond est un Young Global Leader du Forum économique mondial, dont le fondateur Klaus Schwab a pour mentors Henry Kissinger et Maurice Strong, homme-lige de membres éminents de la famille Rockefeller (David, Steven et Laurance). Bobby Shriver est un ancien collaborateur de James D. Wolfensohn qui, outre sa présidence de la Banque mondiale, dirigea la fondation Rockefeller et fit partie du bureau international de l'U.S. / Middle East Project lancé par le Council on Foreign Relations. Le directoire de ONE complète le tableau, avec – entre autres, mais sans être exhaustif – Anne Finucane, ancienne vice-présidente de la Bank of America ; Lawrence Summers, ancien secrétaire au Trésor des États-Unis ; Morton H. Halperin, consultant de longue date pour l'Open Society et ancien du gouvernement fédéral dans les administrations Clinton, Nixon et Johnson ; Rajiv Shah est le président de la fondation Rockefeller." [Extraits des p. 52 à 54]

EXTRAITS

L'aide humanitaire : la politique de la pitié comme levier émotionnel d'influence

"Les représentations habituelles de l'aide humanitaire reposent sur un présupposé : celui de sa neutralité. C'est sur ce principe que s'appuie la légitimité de son action. Pourtant, la réalité des interventions contredit cette posture impartiale et apolitique." *Ainsi s'ouvre l'analyse de Catherine van Offelen, membre du comité scientifique de la revue Conflits, consacrée au thème "l'aide humanitaire : une impossible neutralité".*

"[...] Si l'intention humanitaire s'est construite sur des pôles contradictoires, la tension la plus fondamentale réside sans doute dans sa dimension à la fois juridique et émotionnelle. L'appel de la pitié, sentiment humanitaire par excellence, n'a rien de neutre. Éprouver la pitié, c'est déjà s'éprouver comme sujet lié à une altérité, rendue possible par une supériorité (économique, sociale). Il y aurait d'un côté ceux qui souffrent et de l'autre, ceux qui ont les moyens de s'apitoyer sur le sort des premiers. L'action humanitaire est, dans son articulation, le fait du fort à l'égard du faible, puisque, comme l'écrit Amadou Hampaté Bâ, *"la main qui reçoit est toujours au-dessous de la main qui donne"*. D'une donnée éthique, la pitié devient une donnée éminemment politique, soulignant les rapports de domination au lieu de les effacer. Si la pitié est le déclencheur de l'action humanitaire, cette dernière a besoin de communication et de marketing, au sens où elle a besoin du regard du public pour susciter un élan compassionnel. L'efficacité médiatique est un objectif légitime, mais la mise en scène de la misère comporte ses écueils. En mettant l'emphase sur une solidarité liée aux besoins avec des réponses de type logistique (approvisionnement en eau, distribution de nourriture, organisation de soins), l'humanitaire risque de réduire les populations secourues au statut de victimes passives, cantonnées aux besoins biologiques de nutrition et de survie. Cette représentation, identifiable à l'animalité, produit une forme de déshumanisation. En cela, la communication risque de contredire l'intention humanitaire : loin de rendre leur dignité aux populations, elle creuse un déficit de reconnaissance et les expose comme objets d'un spectacle dégradant, à l'exact opposé de l'idéal d'universalité dont se revendique l'humanitaire.

Enfin, l'espace humanitaire peut ironiquement contribuer à pérenniser des situations qui deviennent inhumaines dans leur durée. C'est le problème posé par les camps de réfugiés. Des solutions conçues pour pallier l'urgence se prolongent sur dix, vingt ou trente ans, et des millions de personnes se retrouvent ainsi dans des situations de précarité et de non-droit, dépossédées de toute autonomie et de tout projet d'avenir. Il en résulte, là encore, une atteinte à la dignité contraire aux principes humanitaires.

De manière plus perverse, la pérennisation de camps de réfugiés peut contribuer à entretenir une économie de guerre. Les sanctuaires humanitaires deviennent des espaces de protection des belligérants (trafic d'armes, détournement de l'aide), quand ils ne deviennent pas carrément des cibles faciles pour les adversaires. L'ex-Yougoslavie ou le Rwanda verront des massacres de masse commis dans les camps de réfugiés dont les humanitaires avaient justement la charge. C'est le paradoxe fatal de cette activité : dans bien des cas, l'aide ne protège pas les populations, elle contribue à les exposer. Elle ne met pas fin au sous-développement, elle entretient une dépendance économique. Elle ne s'oppose pas à la guerre, mais lui donne les moyens de se prolonger."

L'aide, synonyme de volonté politique

"En admettant un droit de la guerre, les conventions de Genève prétendent en quelque sorte inscrire juridiquement cette nécessité de la pitié. Mais elles peinent à reconnaître ce qui, justement, dans l'espace même de la guerre, échappe au droit. Or la guerre, dans sa réalité contemporaine, s'est éloignée des confrontations homériques pour rentrer dans une effectivité beaucoup plus larvée. Notons que presque aucun des conflits majeurs des XX^e et XXI^e siècles n'a fait l'objet d'une déclaration. L'aide humanitaire œuvre désormais dans cette multitude de conflits de jungle, de guerres civiles, de rébellions ethniques, de convulsions ignorées, de révolutions sans vainqueurs et d'invasions sans victoire. Dans ces guerres floues, l'aide humanitaire est en même temps soumise au respect des règles du droit et à l'arbitraire de ceux qui les violent. C'est pourquoi l'aide humanitaire se retrouve malgré elle partie prenante des conflits où elle intervient. En Ukraine, par exemple, choisir de mener des programmes dans les zones russifiées, où l'aide d'urgence est pourtant essentielle, risque de détériorer sa légitimité chez les bailleurs.

Même dans les situations apparemment dénuées d'ambiguïté, comme les famines ou les catastrophes naturelles, l'humanitaire n'a souvent d'autre choix que d'endosser une position politique. En 1984, une famine survint en Éthiopie. Appuyée par les médias, l'aide humanitaire collecta des fonds énormes. Or il apparut que cette famine n'était pas simplement liée à une pénurie naturelle, mais provoquée par des déportations massives de populations, elles-mêmes organisées pour des raisons politiques par le président Mengistu Haïlé Mariam. Cette situation provoqua un dilemme humanitaire : soit rester pour aider en cautionnant les déportations, soit dénoncer le régime et risquer l'expulsion. Seul MSF choisira la seconde solution, ce qui conduira à son éviction le 2 décembre 1985. Plus récemment, en 2022, plusieurs organisations ont décidé de suspendre leurs activités en Afghanistan plutôt que de se soumettre à la décision par les talibans d'interdire aux femmes de travailler pour des ONG. Ces exemples montrent que la neutralité est un principe inapplicable en pratique, quand bien même les ONG tenteraient de l'appliquer strictement. Pour Jean-Christophe Rufin, qui paraphrase Clausewitz, "l'aide humanitaire est la continuation de la politique par d'autres moyens que la guerre". Son action n'est qu'un domaine particulier sur lequel continuent de s'affronter les forces politiques." [Extraits de la p.50]

EXTRAITS

Quand l'humanitaire des ONG nie les principes géopolitiques

Normalien, diplômé de Sciences-Po, enseignant le droit et l'histoire des idées à l'Institut d'études politiques de Paris, Louis Dubost a signé dans le n° de *Conflits* dont nous traitons ici une analyse intitulée "Les ONG ou l'"espace lisse" de l'empathie humanitaire : une déterritorialisation du politique au fondement de la nouvelle hégémonie impériale". Il en veut d'emblée pour preuve le fait suivant : "Organisation créée par un acte de droit privé, à but non lucratif d'utilité internationale, agissant dans au moins deux États." La définition retenue par le Conseil de l'Europe de l'organisation non gouvernementale (ONG) prend soin d'exclure les concepts majeurs de la doctrine réaliste de la géopolitique. Le droit public, la rivalité de puissances, l'intérêt de l'État et l'intégrité de son territoire n'ont ici pas prise. D'acception universelle et abstraite, l'ONG ignorerait les frontières, rirait des souverainetés. Elle serait l'expression par excellence du pouvoir dans la société "liquide" dépeinte par Zygmunt Bauman. Plus se réduirait le champ d'action des acteurs politiques traditionnels, plus augmenterait le pouvoir des ONG, un pouvoir qui, après avoir longtemps été le monopole des États, "se disperse actuellement dans l'espace politique incontrôlé (et souvent extraterritorial)". *Explications de ces mutations politiques qui voient l'alliance de l'extrême-gauche et du libéralisme dans une nouvelle perception des enjeux mondiaux.*

"Toute résistance intellectuelle au marché doit être laminée. L'idéologie tiers-mondiste, sur laquelle une partie des gauches européennes avaient fondé ses derniers rêves d'émancipation hors de l'économie de marché, essuie dès cet instant un feu roulant. Le tiers-mondisme est d'autant plus pris pour cible qu'il défendait le non-alignement d'États indépendants, voire le soutien de marxistes européens, déçus par les expériences douloureuses du socialisme réel à demeure, aux révolutionnaires d'Amérique du Sud.

Dans son ouvrage *Du bon sauvage au bon révolutionnaire* (1976), le Vénézuélien Carlos Rangel conspu la mixture de "préjugés, mythes et frustrations" que les Européens projettent sur l'Amérique du Sud, laboratoire de toutes les idéologies criminelles du Vieux Continent. La charge est contemporaine de l'engagement humanitaire, en France notamment, de médecins au sein d'ONG. C'est le cas de Bernard Kouchner, "mercenaire de la médecine d'urgence", selon ses propres termes, de Rony Brauman, président de Médecins sans Frontières. Venus de la gauche dure, ces activistes, experts, pragmatiques, se laissent séduire par la philosophie libérale de Raymond Aron qui critique l'imprégnation marxiste-léniniste du tiers-mondisme et imprègne sa philanthropie de sans-frontiérisme. Le 20 juin 1979, la médiatisation de la réconciliation au nom de l'urgence humanitaire entre Jean-Paul Sartre, compagnon de route du Parti communiste, et l'atlantiste Raymond Aron acte ce brouillage intellectuel, rendu possible autant par la déroute du marxisme que par l'offensive libérale au seuil de la révolution conservatrice (1979-1990).

Le territoire étatique concret, cerclé de sa frontière stabilisatrice, est balayé par l'empire, un "appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement [...] en perpétuelle expansion", détaillent Michael Hardt et Toni Negri. Sans doute les États-Unis comptent-ils parmi les "corps monarchiques" de l'empire, au sommet de la "pyramide mondiale de l'autorité". Cependant, l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale occupent une place aussi prépondérante et les ONG assurent le relai du pouvoir. "Dans cet espace lisse de l'empire, il n'y a pas de lieu de pouvoir : celui-ci est à la fois partout et nulle part", mais pousse vers la sortie les États-nations en voie de désagrégation. Ils doivent se soumettre aux organisations transnationales et aux entreprises multinationales. Les États dépérissent, relégués en "simples instruments pour enregistrer les flux de marchandises, de monnaies et de populations qu'elles mettent en branle". Membre de Médecins du monde, Boris Martin s'enthousiasme pour "l'empire solidaire" de la Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC). "Small is beautiful, but big is necessary" : née en 1972, simultanément à l'État du Bangladesh qu'elle assiste autant qu'elle le défie, la BRAC, plus importante ONG du monde, emploie 120 000 salariés répartis dans une dizaine de pays."

Les ONG, relais de la nouvelle hégémonie américaine

"L'idéologie libérale qui sous-tend les ONG a paradoxalement pu s'imposer grâce au soutien d'intellectuels venus de la gauche, désorientés par le reflux des mouvements sociaux dans les années 1970. La "dualité des pouvoirs" trotskiste, entre un Parti communiste à la proue du prolétariat et un État vendu à la bourgeoisie, a perdu en visibilité au profit d'une approche décentralisée du pouvoir. Celui-ci prolifère dans des rhizomes qui étendent leurs racines au mépris des frontières. Libéraux (Raymond Aron), sociaux-démocrates (Jürgen Habermas) et postmarxistes (Michael Hardt, Toni Negri) s'entendent pour discréditer le peuple comme l'État. Et leur préférer les figures déterritorialisées de l'empire et de la multitude des minorités en demande de soin et de reconnaissance.

La rencontre entre ces camps hier opposés n'a rien de fortuit. Elle est le fruit d'une stratégie orchestrée dans les universités nord-américaines pour conjurer le déclin de l'hégémonie américaine entamée en 1975, dans le triple contexte du ralentissement de la croissance, de la défaite au Vietnam et des revendications du tiers-monde. "Pour devenir hégémonique, un État doit protéger et fonder un ordre mondial universel dans sa conception [...] un ordre que la plupart des autres États considèrent comme compatible avec leurs propres intérêts", écrit le géopoliticien néo-gramscien Robert Cox. L'hégémonie américaine porte l'influence de la bannière étoilée très au-delà des capacités limitées de son État. Pour chacun sur cette Terre, elle rend désirable "une nouvelle culture et une nouvelle philosophie qui prennent racine dans la conscience populaire avec la même force et le même caractère que les croyances traditionnelles".

Parce que leur modèle y a été théorisé, les institutions intermédiaires que sont les ONG confèrent une centralité incontestable aux universités américaines, au détriment des centres intellectuels européens marginalisés. Les ONG ont réduit au silence la critique tiers-mondiste de la mondialisation. Enfin, elles ont présenté sous son jour le plus aguche le modèle néolibéral qui a permis à la première puissance mondiale de garder son rang après 1975." [Extraits des p.44 et 46-47]

BIOGRAPHIE

Guy-Alexandre Le Roux est diplômé en histoire de la guerre à Sorbonne Université (Paris IV) ainsi qu'en expertise des conflits armés à Panthéon Sorbonne (Paris 1). Sous la direction du professeur Olivier Chaline, il a réalisé son mémoire de recherche sur la cybersécurité et la mer, l'une des premières études universitaires françaises sur le sujet. Dépassant l'aspect technique, il aborde les enjeux de la guerre de communication en mer qui concernent autant les navires que les installations portuaires et maritimes, les fonds marins, les armateurs, les chantiers navals, etc. Il alertait d'une menace qui était encore mal prise en compte au niveau maritime que les équipements électroniques submergent depuis les années 1990.

En parallèle de ses études, il a commencé à travailler avec la revue *Conflits* - <https://www.revue-conflits.com/> - revue de géopolitique la plus lue en France. Au cours de ses reportages, il a pu se rendre dans une quinzaine de pays et rencontrer de nombreux politiques, journalistes, universitaires, entrepreneurs. Aux côtés de Jean-Baptiste Noé, rédacteur en chef, il structure la montée en puissance de la revue qui ne cesse de progresser depuis sa fondation en 2014. Dans le dernier numéro, "ONG : bras armés des États", il consacre un article à l'évolution des ONG qui, en un siècle, sont devenues des acteurs incontournables de la géopolitique.

En septembre 2024, Guy-Alexandre Le Roux a commencé une thèse à la Sorbonne sur la vision géostratégique d'Athènes selon Thucydide et Démosthène, sous la direction de François Lefèvre, l'un des meilleurs

spécialistes du monde grec. Les conceptions géopolitiques des deux hommes politiques athéniens étant criantes d'actualité, il les analyse en démêlant le principe et la tendance du désuet et de l'aléatoire. A partir des années 1960, l'étude de Thucydide a été monopolisée par les intellectuels américains qui voulaient légitimer l'impérialisme (surtout à partir de la guerre du Vietnam) sous couvert de démocratie. Guy-Alexandre Le Roux souhaite proposer une nouvelle réflexion, développée à partir de l'école française de géopolitique dont *Conflits* est le principal moteur.



Pour rappel, *Communication & Influence* (fondée en 2008) a été dès l'origine un compagnon de route de la revue *Conflits*. Son directeur, Jean-Baptiste Noé est intervenu en janvier 2023 (n°140), sur le thème "Géopolitique : retrouver puissance et influence passe par la claire conscience du réel", où à la suite de son livre *Le déclin d'un monde – Géopolitique des affrontements et des réalités* (L'Artilleur/Bernard Giovanangeli Éditeur, septembre 2022), il mettait en évidence la déconnexion croissante des Européens face aux mutations en cours sur la scène internationale. J-B Noé soulignait le fait qu'à ce refus du réel s'ajoutent une idéologie hors sol et une vision eurocentrée

qui risquent fort d'aboutir à notre éviction des enjeux majeurs de la planète, et ce, sans même en avoir conscience.

Pour télécharger l'entretien : https://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_janvier_2023_Jean-Baptiste_Noé.pdf

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Guy-Alexandre Le Roux va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action